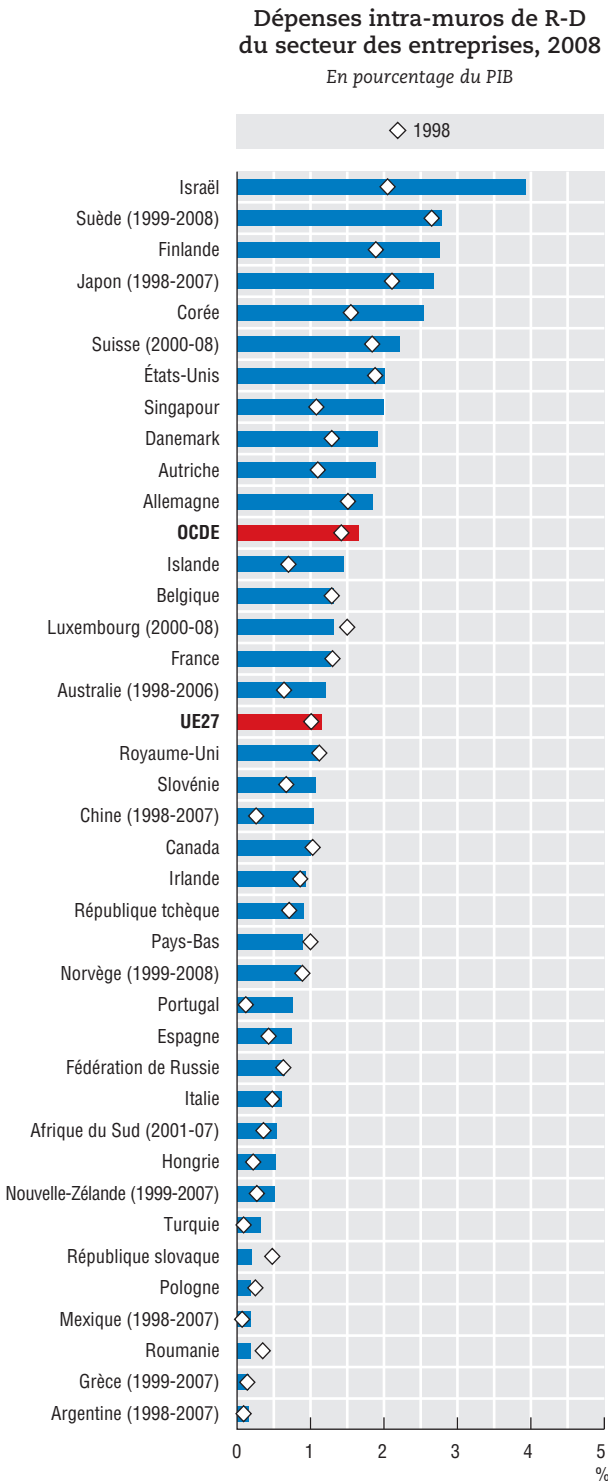


## 4.1 • INVESTIR DANS L'INNOVATION – L'investissement des entreprises dans la R-D

L'innovation exige une large palette d'investissements publics et privés. Pour autant, l'investissement privé dans la R-D et l'innovation peut être inférieur au niveau optimal d'un point de vue social, les principales raisons étant l'incertitude quant au rendement et l'impossibilité pour l'innovateur de s'approprier la totalité des avantages. De leur côté, les pouvoirs publics jouent un rôle important en favorisant l'investissement dans la R-D et l'innovation.



Source : OCDE, Base de données des principaux indicateurs de la science et de la technologie, mars 2010. Voir notes de fin de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/835805814452>

### LE SAVIEZ-VOUS ?

Vingt-deux pays de l'OCDE offrent des incitations fiscales pour soutenir la R-D des entreprises.

(Projet de l'OCDE sur les incitations fiscales en faveur de la R-D, 2010.)

La dépense de R-D des entreprises (DIRDE) est considérée comme importante pour l'innovation et la croissance économique. La DIRDE a souvent servi à comparer les efforts d'innovation du secteur privé de différents pays. Concernant les pays de l'OCDE, la R-D a représenté 1.65 % du PIB en 2008, pourcentage en légère augmentation par rapport à celui de 1998 (1.45 % du PIB).

Les pouvoirs publics peuvent choisir entre différents instruments pour dynamiser la R-D du secteur public. Ils peuvent offrir aux entreprises une aide directe par le biais de subventions ou de la passation de marchés publics, ou bien recourir à des mesures fiscales comme les incitations fiscales à la R-D. Les aides/subventions à la R-D ciblent des projets bien précis, présentant un fort potentiel de rendement social. Les crédits d'impôt réduisent le coût marginal des activités de R-D et permettent aux entreprises privées de choisir les projets qu'elles vont financer.

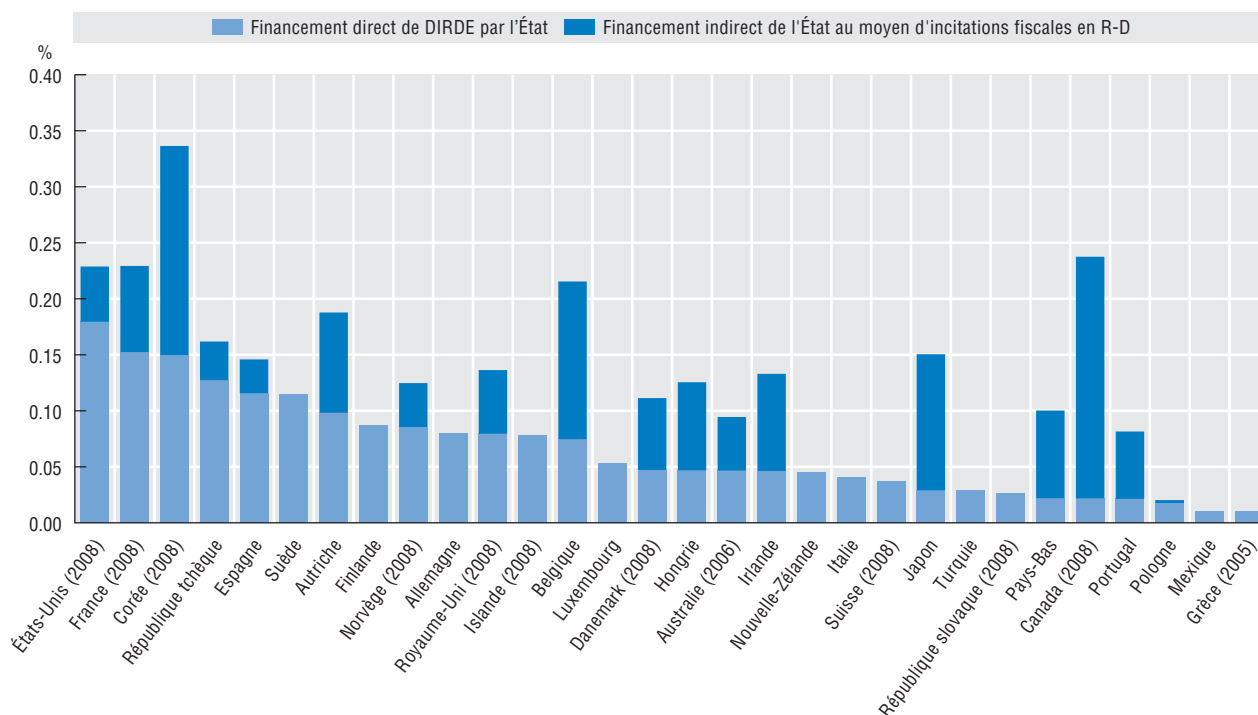
Les pays n'utilisent pas tous de la même façon les mesures de soutien direct ou indirect. Les États-Unis (par le biais de contrats de R-D attribués à la suite d'appels d'offres) et l'Espagne recourent plutôt au soutien direct tandis que le Canada et le Japon privilégient le soutien indirect pour encourager la R-D des entreprises. L'équilibre optimal entre soutien direct et indirect à la R-D varie d'un pays à l'autre, car chaque instrument est destiné à remédier à des défaillances du marché différentes et ne stimule pas le même type de R-D. A titre d'exemple, les crédits d'impôt encouragent surtout la recherche appliquée à court terme alors que les subventions directes influent davantage sur la recherche à long terme. Un nouvel indicateur de cette palette d'instruments a été mis au point, et l'on voit apparaître une image assez différente des comparaisons internationales de l'aide publique à la R-D.

### Définitions

Le *financement public direct de la R-D* inclut les subventions, les prêts et la passation de marchés publics. Le *financement public indirect de la R-D* inclut les incitations fiscales comme les crédits d'impôt, les abattements fiscaux en faveur de la R-D, la réduction des impôts sur les salaires dans la R-D et cotisations sociales, et l'amortissement accéléré des actifs de R-D.

## Financement public direct et indirect de la R-D des entreprises, et incitations fiscales à la R-D, 2007

En pourcentage du PIB



Source : OCDE, s'appuyant sur des estimations nationales provenant du questionnaire sur les incitations fiscales à la R-D, janvier 2010 ; et OCDE, Base de données des principaux indicateurs de la science et de la technologie, mars 2010. Voir notes de fin de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/835805814452>

### Mesurabilité

Le financement public direct de la R-D est le montant de R-D des entreprises financé par l'État tel que le déclarent les entreprises. C'est la somme de différentes composantes (contrats, prêts, aides/subventions) n'ayant pas toutes le même impact sur le coût de l'exécution de la R-D. Les subventions et les prêts accordés pour la R-D font baisser le coût de l'exécution de la R-D, ce qui n'est généralement pas le cas des contrats (généralement attribués par voie d'appel d'offres). Il faudrait disposer de plus d'informations pour mieux comprendre l'influence de l'aide directe à la R-D sur la performance des entreprises.

Si l'on dispose d'informations sur le montant total de l'aide publique directe aux niveaux à la fois national et international, ce n'est généralement pas le cas s'agissant des dépenses fiscales liées à la R-D. Du fait que ce montant n'est pas inclus dans la mesure de la R-D financée par l'État, les indicateurs de l'aide publique à la R-D sont incomplets. Pour obtenir une vue plus complète, l'OCDE a établi un questionnaire destiné à recueillir des informations sur les systèmes d'incitations fiscales à la R-D, et à estimer le coût de des incitations.

Les pays n'ont pas tous le même système d'aide à la R-D. La plupart offrent des incitations fiscales par le biais de crédits d'impôt, d'abattement fiscal, ainsi que par la déductibilité des dépenses en R-D. En Belgique, en Corée, en Espagne et en France, des incitations fiscales additionnelles sont offertes par la réduction des cotisations sociales et des taxes sur les salaires des travailleurs de la R-D. Dans certains pays, le coût des incitations fiscales qui est notifié diffère du coût réel. L'Autriche, par exemple, a mis en place à la fois un crédit d'impôt pour la R-D et des déductions fiscales mais ne notifie que le coût des crédits d'impôt pour la R-D. En Belgique, les incitations fiscales couvrent les dépenses de R-D mais incluent aussi une déduction fiscale sur les revenus de brevets. Chaque fois que possible et en vue d'améliorer la comparabilité entre pays, les chiffres ont été ajustés pour répondre à la définition de la R-D internationalement admise. L'OCDE s'emploie à comparer les systèmes nationaux de R-D et les méthodologies nationales, et à évaluer les facteurs susceptibles d'influer sur le coût global (prise en compte des crédits d'impôt pour la R-D à l'échelle infranationale, différences dans l'admissibilité des entreprises, etc.).